

LA LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

LA DATE DE LA PRÉSENTATION DES MODIFICATIONS

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au président du Conseil du Trésor au sujet des modifications à la loi sur l'emploi dans la Fonction publique. Dans une lettre qui date déjà d'un an, le président de la Commission de la Fonction publique disait que des modifications allaient être présentées. Étant donné l'importance mais aussi l'imprécision de l'article 32 de la loi relatif au droit des fonctionnaires de se livrer à des activités politiques, le ministre voudrait-il me dire d'abord si le gouvernement envisage d'apporter des changements à cet article? Je serais ravi qu'il puisse m'en indiquer la nature aujourd'hui, mais je me contenterais volontiers d'une simple réponse affirmative. En second lieu, pourrait-il me dire également quand ces modifications pourraient être présentées vu qu'on nous les promet depuis plus d'un an?

L'hon. Robert K. Andras (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, le député a bien raison, cet aspect de la loi a été longuement étudié de même que les autres modifications plus détaillées à la loi même. Je ne peux préciser pour l'instant quelle sera la nature de ces changements, car les pourparlers ne sont pas encore terminés. Je ne saurais dire non plus à quelle date précise ces modifications seront présentées à la Chambre, mais nous espérons que ce sera avant trop longtemps.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ENQUÊTE SUR LE VERSEMENT DE POTS-DE-VIN AUX AGENTS PAR ITALIMPIANTI—LA TRANSMISSION DES RENSEIGNEMENTS PAR LE GOUVERNEMENT

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le premier ministre de l'Italie ayant bien voulu promettre d'étudier plus à fond la question des pots-de-vin de 2 millions et demi de dollars versés par l'EACL par l'intermédiaire d'une société italienne, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il maintenant prendre l'initiative en transmettant au gouvernement d'Italie tous les renseignements que possède le gouvernement du Canada relativement à cette affaire?

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): D'abord, monsieur l'Orateur, je reconnais que le premier ministre d'Italie a été très obligeant. Dommage que le député ne le prenne en exemple plus souvent.

Des voix: Bravo!

M. Jamieson: Je ne sais pas si nous pouvons fournir d'autres renseignements au gouvernement italien, mais je vais m'en

Questions orales

assurer. Si le député a des suggestions à faire quant aux autres documents que nous pourrions fournir, je me ferai un plaisir de l'entendre et de donner suite aux recommandations du comité des comptes publics comme je l'ai fait, je crois, jusqu'à maintenant.

M. Lawrence: Monsieur l'Orateur, en fait de question supplémentaire, suite à l'aimable réponse du ministre, je lui dirai simplement que l'enquête de la GRC s'étant heurtée à un mur, le ministre pourrait peut-être se charger d'établir si ces renseignements peuvent être transmis au gouvernement italien, et en même temps, on pourrait peut-être aussi les communiquer au comité des comptes publics.

M. Jamieson: Je me ferai un plaisir d'étudier la question, monsieur l'Orateur.

* * *

L'AGRICULTURE

L'ADOPTION DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DU TARIF AU COURS DES NÉGOCIATIONS DU GATT—DEMANDE DE PROTECTION DES INTÉRÊTS DE L'INDUSTRIE

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'ai des questions supplémentaires à poser au ministre de l'Agriculture car il n'a pas répondu à certaines questions que lui ont posées plusieurs de mes collègues. Je tiens à préciser qu'il est fort possible d'y répondre par oui ou par non. Nous verrons si le ministre en est capable. Les recommandations de la Commission du Tarif au sujet de l'horticulture se refléteront-elles dans les négociations du Canada au GATT: Oui ou non?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Oui.

M. Clark: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Nous savons tous que le ministre a autant de mal à donner une réponse concise qu'une réponse directe. Je voudrais lui poser une autre question à laquelle il peut également répondre par oui ou par non. Le ministre peut-il nous garantir que les intérêts agricoles canadiens ne seront pas encore négligés lors des négociations actuelles du GATT: Oui ou non?

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, tous ceux qui connaissent le ministre de l'Agriculture savent qu'il n'a nullement l'intention d'abandonner quoi que ce soit sans obtenir une bonne compensation.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre pourrait-il répondre à la question par oui ou par non? Peut-il garantir à la Chambre que les intérêts agricoles canadiens ne seront pas encore négligés lors des négociations actuelles du GATT: Oui ou non?